

# Commissaire sans administration ni budget, il s'est appuyé sur ses réseaux et sa liberté de ton pour faire évoluer le dossier des statistiques ethniques

## Yazid Sabeg, l'ovni de la diversité

**L**e commissaire à la diversité et à l'égalité des chances est un ovni en politique. Personne ne sait d'ailleurs comment présenter Yazid Sabeg, qui devait rendre public, vendredi 5 février, le rapport demandé à un comité d'experts sur l'utilisation de statistiques ethniques en France. Ni membre du gouvernement ni haut fonctionnaire, il est officiellement « chargé de mission » auprès du premier ministre, désigné par décret en décembre 2008 pour une durée indéterminée. Mais l'originalité de sa position dépasse largement les questions de statut. Dans un système gouvernemental où les critiques contre Nicolas Sarkozy et ses choix politiques sont jugées à haut risque, lui n'a jamais hésité à faire sentir publiquement sa différence.

« Un bon réseau, c'est capital. C'est aussi important que d'avoir un groupe parlementaire »

**Yazid Sabeg**

Y compris à travers des interviews sur des dossiers très sensibles. Le débat sur la burqa? « Un nouveau piège tendu à notre pays », un « calcul électoraliste » (*La Croix*). Le débat sur l'identité nationale? « Un déversoir et un défouloir » (*Le Journal du dimanche*). La politique de la ville de Fadela Amara? « Une succession d'avatars » (*Le Monde*). Les tracasseries adminis-



Ni membre du gouvernement ni haut fonctionnaire, Yazid Sabeg est officiellement « chargé de mission » auprès du premier ministre. RAFAEL TRAPET/ALEPH POUR « LE MONDE »



(Monde). Les tracasseries administratives faites aux Français nés à l'étranger pour justifier de leur nationalité? « Je n'hésiterai pas à interpellier Nicolas Sarkozy là-dessus: comment lui, à moitié hongrois, ferait-il aujourd'hui pour démontrer qu'il est français? »

Yazid Sabeg, 60 ans, est devenu un homme politique sur le tard. Après des années passées dans les affaires et l'industrie, comme patron de Communication et Systèmes, l'ancienne Compagnie des signaux, il apparaît sur la scène publique en 2004 en écrivant *Les Oubliés de l'égalité des chances*, où il présente, pour le compte de l'Institut Montaigne, ses propositions pour rénover le modèle républicain. Le début de son engagement pour la cause de la diversité.

Mais le commissaire n'a pas acquis tous les réflexes des hommes politiques. Il préfère l'influence discrète aux signes extérieurs du pouvoir ministériel. Il n'a pas d'administration ni de budget? Il affirme s'en moquer: « Ça me donne ma liberté. Les forces de changement ne sont pas aujourd'hui dans l'appareil d'Etat, même s'il y a des gens très bien. Ce qui compte, ce

n'est pas de faire voter une loi mais de faire bouger les idées. » Il ne participe pas au conseil des ministres? « C'est de toute façon un lieu très formel où personne ne parle après le président. La politique se fait ailleurs, dans les comités interministériels, avec le secrétaire général de l'Elysée ou le président. » Il ne cherche pas à être élu? « De cette façon, je n'ai aucun pré carré à défendre. »

Yazid Sabeg privilégie les réseaux qu'il a tissés avec les années dans les univers intellectuels, politiques, économiques, médiatiques. « Un des plus beaux carnets d'adresses de la République », écrivait déjà *L'Expansion* en 2005. « Un bon réseau, c'est capital. C'est aussi important que d'avoir un groupe parlementaire », résume-t-il crûment. Une liberté de ton vis-à-vis du monde politique qui lui a attiré de vives critiques. Comme en septembre 2009, lorsque le commissaire avait déclaré, à propos de la burqa, que « l'Etat n'a pas à se prononcer sur les tenues vestimentaires des Français ». Ce qui lui avait valu un communiqué cinglant de neuf parlementaires

UMP, membres de la commission d'enquête: « M. Sabeg n'a plus la crédibilité pour être ministre de la République; il doit démissionner. » Le commissaire ne s'en émeut pas: « Pourquoi je devrais me taire? Il y aurait un pouvoir de censure? Je ne leur ai pas répondu. »

L'industriel soigne assidûment ses amitiés et ses contacts personnels. Pour l'Institut Montaigne, il a travaillé avec Claude Bébear, l'ancien patron d'Axa et figure du capitalisme français. Il prend conseil auprès de Michel Pébereau, le patron de BNP Paribas, se félicite de ses rapports avec Gérard Larcher, le président du Sénat, ou Jean-Louis Borloo, qui l'avait nommé en 2004 à la tête du comité d'évaluation de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU).

Le fils d'immigrés algériens arrivés en France au début des années 1950 ne dément pas les articles de presse faisant état de son appartenance à la franc-maçonnerie. Dans le conseil d'administration de sa société se croisent Antoine Veil, le mari de Simone Veil, ou Olivier Barre, le fils de l'ancien premier ministre, avec lequel il avait travaillé

dans les années 1970. Son livre pour l'Institut Montaigne, il l'a écrit avec Laurence Méhaignerie, la fille de Pierre, ancien garde des sceaux et député UMP.

Lorsqu'il lance un manifeste pour l'égalité réelle des chances, intitulé « Oui, nous pouvons! », en référence au « yes, we can! » de Barack Obama, il dispose immédiatement d'un soutien de taille: Carla Bruni-Sarkozy. L'épouse de Nicolas Sarkozy indique qu'elle aurait signé le texte si elle n'avait pas été mariée au chef de l'Etat. « Il faudrait aider les élites à changer », proclame-t-elle alors pour encourager l'initiative. Quelques semaines plus tard, Yazid Sabeg, qui a obtenu la signature de personnalités aussi différentes que Jean-François Copé, Dominique Voynet ou Arnaud Montebourg, est nommé commissaire à la diversité... « Carla Bruni-Sarkozy m'a apporté un soutien très fort », reconnaît-il aujourd'hui, ajoutant qu'elle contribue à faire avancer les questions de diversité auprès du président de la République.

La politique comme métier? Il y pense. Mais comme gagne-pain,

cela le fait sourire. Au moment de sa nomination, Yazid Sabeg a négocié de partager son temps entre son poste de commissaire à la diversité et celui de président, non exécutif, de sa société, Communication et Systèmes (CS). Sa première fonction est bénévole. Son second métier lui offre une rémunération bien plus avantageuse:

ces dernières années, ses revenus annuels ont varié entre 474 078 euros (en 2006) et 582 668 euros (en 2008), selon les dernières données publiées par CS. « Pour moi, la politique ne sera jamais alimentaire. C'est ma force: je n'ai pas besoin de la politique pour vivre. » ■

Luc Bronner

# mobeco

Les grandes marques aux meilleurs prix



Literie



Canapés

